Parti Communiste Révolutionnaire de France
Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

Contre Macron et les monopoles,
organiser la contre-offensive !

Le deuxième tour des Présidentielles a abouti à l'élection du champion désigné des monopoles et de l'oligarchie financière. Après le vote utile du premier tour, qui a joué à fond grâce aux institutions monarcho-présidentielles de la Vème République, tout l'entre-deux-tours a consisté en un déchaînement médiatique et politique pour « faire barrage à l'extrême-droite », incitant à voter pour Macron, seul candidat «raisonnable», «présidentiable», «au projet sérieux»…

L'escroquerie du duel Macron - Le Pen

L'enjeu de ce deuxième tour, c'était pour la bourgeoisie monopoliste d'avoir le consensus politique le plus large avec ses intérêts de classe. C'est ce à quoi a déjà servi la candidature Macron, mise en valeur par celle de Marine Le Pen, comme en en 2017. Au nom de «la lutte contre l'extrême-droite» pour les uns, de «l'antifascisme» pour d'autres, est recherchée une «Unité Nationale» derrière la politique de la bourgeoisie monopoliste contre le peuple-travailleur.
Dans ces conditions, notre Parti salue toutes celles et tous ceux qui ont refusé de cautionner la mascarade Le Pen-Macron en s'abstenant, en votant blanc ou nul ! Ce duel Macron-Le Pen relevait en effet de l'escroquerie au vu des programmes réels qu'ils veulent mettre en œuvre.

Les luttes contre la nouvelle offensive du capital

Nous connaissons le bilan du premier quinquennat de Macron… Le programme de 2022 est à nouveau celui des conseils d'administration des monopoles, comme le montrent ses annonces sur le RSA, sur l'Éducation nationale, sur la soi-disant « Grande Sécurité sociale », sur la retraite à 65 ans, sur la « valeur travail », sur la reprise de la réforme constitutionnelle qu'il n'a pas pu mettre en œuvre à cause notamment de l'affaire Benalla, sur le SNU, sur l'augmentation des budgets militaires et la continuité de la militarisation de l'économie, sur la politique d'intervention contre les peuples et pour la défense des intérêts de l'impérialisme français.
C'est ce programme qui constitue la feuille de route du gouvernement nommé sous la férule très significative d'Elisabeth Borne, technocrate millionnaire, archétype de la haute bureaucratie de l'Etat bourgeois, plusieurs fois préfète, mais aussi ancienne administratrice d'un lobby de constructeurs tels que Bouygues, ministre des transports puis du travail sous Macron, qui s'est illustrée en mettant en œuvre les désastreuses réformes de la privatisation accélérée de la SNCF et de l'assurance-chômage…
Dès maintenant, la priorité est donc, sans attendre, d'organiser la lutte contre la nouvelle offensive du capitalisme français contre nos droits et pour mieux nous exploiter, de renforcer le syndicalisme de classe, le mouvement ouvrier et son Parti Communiste Révolutionnaire.

Élections législatives, classe contre classe…

Aux prochaines élections, nous allons cibler **le principal obstacle à attaquer**, en déployant de manière compréhensible la politique de notre parti. Pour le PCRF, c'est **le capitalisme** (propriété privée des moyens de production et d'échange), **avec son État**, qui est la cause réelle de la crise. Comme seule alternative populaire au capitalisme, nous avançons le socialisme vers le communisme. C'est l'objectif des **candidats que nous présentons aux élections législatives**, malgré les barrières de l'argent.
Tous les autres candidats vont s'inscrire dans la défense des monopoles ou rester dans le cadre des

pcrf-ic.fr unionjc.fr
Les Amis d'Oulianov - BP 40084
75 862 PARIS CEDEX 18

rapports de production du capitalisme. Cela est vrai aussi pour l'alliance de circonstance, à caractère purement électoral, intitulée NUPES, qui s'est constituée sous l'égide de La France insoumise ; la signature d'un accord entre LFI et le PS, et les reculs induits (par exemple sur la retraite ou sur l'UE), suffisent à rappeler le caractère fondamentalement illusoire de cette « gauche » qui fait « 650 propositions », toutes vouées à l'échec puisqu'elles ne touchent pas à la dictature du capital.

Nos candidats, à partir des réalités locales de leur département, démontreront qu'il y aurait du travail pour tout le monde si la propriété privée des entreprises n'empêchait pas la planification centralisée d'une production répondant aux besoins populaires décidés démocratiquement.

Replacer la classe ouvrière au centre des débats sera donc un autre enjeu pour le PCRF. La bourgeoisie profite également de la période électorale pour faire croire que les citoyens vont pouvoir choisir leur avenir, voire décider librement de leur société au moyen des élections. En réalité, il s'agit de détourner les masses travailleuses des luttes et de les duper avec leur propre consentement (le vote !).



Nous dénoncerons le présidentialisme comme forme actuelle de la dictature de l'oligarchie financière, pour avancer des revendications démocratiques inédites, pour placer la démocratie directe et les luttes au cœur des changements.

Nos candidatures auront donc un rôle unique à jouer pour poser les questions : Qui dirige réellement le pays ? Comment s'exerce le pouvoir réel ?

Faute de moyens financiers, **dans les départements sans candidats, nous utiliserons la tactique classe contre classe** en interpellant publiquement les candidats avec des thèmes et axes de lutte qui, alimentant des luttes politiques, constitueraient des éléments de rupture avec la politique du capital comme par exemple :

- Opposition générale et globale à la politique du gouvernement Macron !

- Abandon sans condition du projet de loi contre le droit à la retraite (retour à 60 ans et 37,5 annuités) et de « grande Sécurité sociale » !

- Lutte contre toutes les suppressions d'emplois, privés comme publics !

- Abrogation de tous les cadeaux fiscaux au capital et réorientation de l'argent public vers les services publics (santé, école publique, logements, transports…), réduction des crédits destinés à la guerre !

- Lutte contre l'UE des monopoles !

- Retrait de la France de l'OTAN et rupture avec sa politique, lutte pour sa dissolution.

- Retrait des troupes françaises d'Afrique !

- Défense des libertés démocratiques : non à l'État policier ! Abrogation des lois liberticides et dites de « sécurité ». Respect du droit de manifester et de faire grève ! Non à l'emprisonnement et aux expulsions des Sans-papiers !

- Aucune alliance ni accord avec le Parti Socialiste, ses dirigeants et son appareil.

- Droit de révocation des élues et élus malhonnêtes !

Autant de revendications qui, sous le capitalisme en crise, doivent nécessairement ouvrir la voie, par la lutte, à un processus révolutionnaire vers une nouvelle société débarrassée de l'exploitation patronale.

C'est ce à quoi travaille notre Parti.
Rejoignez-nous dans cet engagement contre le capitalisme, pour la défense des intérêts de la classe ouvrière, des couches populaires, des retraités et pour l'avenir de notre jeunesse, de notre pays et de la planète !

Qui sommes-nous ?
Le Parti Communiste Révolutionnaire de France

- fonde sa politique sur le marxisme-léninisme, et conduit le combat quotidien contre le capitalisme, en dénonçant la propriété privée des moyens de production et d'échange et le contenu de classe de l'État bourgeois.
- vise à devenir l'outil d'avant-garde de la classe ouvrière et des couches opprimées, pour conduire la révolution socialiste, instaurer le socialisme dans la perspective du communisme, fondé sur le pouvoir du prolétariat, la propriété sociale et collective des moyens de production et d'échange, et la planification démocratique centralisée.

Je rejoins
le Parti Communiste Révolutionnaire de France

NOM : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

_____

Email : _____

Imprimé par nos soins. Ne pas jeter sur la voie publique.